

Le prévisible coup d'Etat

- Le président Pierre Nkurunziza est confronté à un putsch.
- La situation dans la capitale burundaise est confuse et tendue.
- L'Onu, l'UE et l'Union africaine appellent au calme.

Confusion et tension dans la capitale

Le chef de l'armée burundaise a annoncé jeudi que le coup d'Etat fomenté par un général rebelle avait échoué et que les forces fidèles au président Pierre Nkurunziza avaient repris le contrôle de la situation dans le pays, mais des échanges de coups de feu dans la capitale Bujumbura laissent craindre une poursuite de l'instabilité.

"Le coup d'Etat a échoué, les forces loyalistes contrôlent tous les points stratégiques", a déclaré le général Prime Niyongabo, chef de l'état-major, dans une déclaration à la radio nationale.

Deux stations de radio privées et une chaîne de télévision étaient les cibles d'attaques menées par des hommes portant des uniformes de la police. Les deux stations de radio avaient relayé mercredi la déclaration du général Godefroid Niyombaré annonçant qu'il avait renversé le président Nkurunziza.

Un mandat de trop

Ce dernier cherchant à imposer une réforme de la Constitution pour briguer un troisième mandat. Cette tentative de réforme est à l'origine de la crise politique meurtrière qui ébranle le Burundi depuis près

de trois semaines, la plus grave depuis la guerre civile qui s'est achevée en 2005.

Une fusillade a éclaté jeudi autour du bâtiment abritant la radio-télévision nationale (RTNB), dont les programmes ont brièvement été interrompus après une allocution de Pierre Nkurunziza, transmise de la Tanzanie, où le Président devait participer à une réunion avec des chefs d'Etat de la région pour débattre de la crise au Burundi. Il y condamnait la tentative de coup d'Etat et promettait que les soldats ayant participé au putsch seraient pardonnés en cas de reddition.

L'incertitude continuait de régner jeudi sur l'endroit précis où se trouvait le chef de l'Etat bu-

rundais. Un responsable tanzanien a indiqué qu'il n'avait pas pris part aux réunions organisées à Dar Es Salaam et qu'il avait

quitté la capitale tanzanienne pour rentrer dans son pays.

Frontières fermées

Le général putschiste Niyombaré avait annoncé mercredi soir que l'aéroport de la capitale Bujumbura était fermé, ainsi que les frontières du pays. La tentative de coup d'Etat a été condamnée par l'Union africaine, qui a appelé à un retour à "l'ordre constitutionnel". Les Nations unies ont annoncé que plus de 70000 personnes avaient fui vers des pays voisins

pour échapper aux violences. Le Conseil de sécurité devait se réunir jeudi pour évoquer le dossier. (Reuters)

Godefroid Niyombaré, le général qui dérangeait par son franc-parler

Portrait Marie-France Cros

Le coup d'Etat en cours depuis mercredi à Bujumbura était attendu. Depuis des semaines, la capitale burundaise bruissait de rumeurs, en raison de la fuite en avant du président Pierre Nkurunziza, qui refuse, en se présentant à un troisième mandat, de respecter l'Accord de paix d'Arusha qui a mis fin à la guerre civile (1993-2005), accord dont l'armée se considère comme la gardienne.

Pour beaucoup d'habitants de Bujumbura, plus prompts à se révolter que les paysans des collines, cette interruption du processus institutionnel était même la seule issue contre *"la violence qui arrive et qui fait peur"*. Trois sources différentes nous signalaient, fin avril, que des "frondeurs" (opposés au troisième mandat) du CNDD-FDD, le parti au pouvoir, cherchant un asile pour leur famille en vue de troubles prévisibles, se rendaient dans les chancelleries *"demander que les capitales amies soient compréhensives si un coup d'Etat survenait"*.

Des généraux avaient d'ailleurs déjà écrit en décembre dernier au chef de l'Etat pour lui demander de renoncer à ce troisième mandat déstabilisateur. Une partie d'entre eux avaient été menacés, d'autres "achetés". On ignorait donc, en définitive, de quel côté irait l'armée. La révélation, par deux dirigeants du Service national de renseignement (SNR) – qui se sont confiés à l'avocat belge Bernard Maingain (voir *"La Libre Belgique"* du 7 mai <http://bit.ly/1cB1082>) –, des projets de la Présidence, qui n'hésite pas à fomentier des violences et faire vibrer la corde ethnique pour rester au pouvoir, a probablement fait pencher la balance en faveur du coup d'Etat.

Un général putschiste très populaire

Même le nom de son auteur, le général Godefroid Niyombaré, était déjà sur beaucoup de lèvres, en raison de sa grande popularité dans les deux ailes de la nouvelle armée burundaise: celle issue, comme l'officier, du maquis de la guérilla hutue CNDD-FDD, et l'ancienne armée tutsie des dictatures militaires qui se sont succédé au Burundi.

Agé d'une quarantaine d'années, cet homme originaire de Bujumbura a fait ses études secon-

daires au prestigieux Collège Saint-Esprit. Orphelin de père depuis l'âge de 3 ans, Godefroid

Niyombaré s'était inscrit à l'université, mais avait renoncé, en 1993 (année du putsch militaire tutsi contre le premier Président hutu élu, Melchior Ndadayé), à suivre des études afin de venir en aide matériellement à sa mère, institutrice restée veuve. Mais, deux ans plus tard, le jeune homme gagna le maquis CNDD-FDD. Il s'y attira tant d'estime pour ses qualités militaires qu'il fit partie du groupe CNDD-FDD "précurseur" qui, en 2004, prépara avec les officiers tutsis, la jonction des deux armées, conformément à l'Accord de paix d'Arusha de 2000.

D'abord chef du Bureau d'études du nouvel état-major, Niyombaré devint bientôt chef d'état-major général adjoint et, après quelques mois, au nom de l'alternance Hutus/Tutsis, le premier chef d'état-major général hutu du pays, en 2006. Il se fit connaître, indique un de ses proches à *"La Libre Belgique"*, *"par son opposition à l'ethnisme, au régionalisme et au favoritisme. C'est à la suite d'un conflit avec le ministre de la Défense au sujet d'une nomination régionaliste qu'il quitta ce poste"* en 2012. Il devint alors le principal conseiller à la Sécurité du président Nkurunziza, *"un poste où il dérangeait"*, explique ce proche, *"par son habitude de signaler, deux fois par semaine, ce qui ne va pas dans le pays"*. On l'éloigna en le nommant ambassadeur à Nairobi (mai 2014).

Toutefois, dès novembre dernier, il fut rappelé pour diriger le Service national de renseignement, le Président ayant été contraint de se séparer de son bras droit, qui occupait ce poste, le sulfureux général Adolphe Nshimirimana, dont le nom est mêlé à toutes les affaires sales du régime. Il n'y fit pas de vieux os.

Des projets d'assassinat

Le 13 février, le général Niyombaré présenta une note d'analyse (qui a ensuite circulé sous le manteau à Bujumbura) de la situation au Burundi, qui concluait: *"En tenant compte de tout cela, le SNR conseille que le président Nkurunziza et le CNDD-FDD choisissent un nouveau candidat de poigne, capable de conduire le pays, la population et le CNDD-FDD vers un avenir radieux"*, ce qui permettrait au chef de l'Etat de sortir *"la tête haute"*. Le 18 février, le général Niyombaré

était limogé. Depuis lors, nous indique notre source, plusieurs personnes sont venues le trouver secrètement pour lui faire savoir qu'elles avaient été chargées de l'assassiner.

Une source nous assure que plusieurs personnes sont venues trouver secrètement le général Niyombaré pour lui faire savoir qu'elles avaient été chargées de l'assassiner.

La Belgique suit de près la situation

Le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, a appelé dès mercredi *"l'ensemble des acteurs"* de la crise burundaise à la retenue, tout en assurant que son département suivait la situation de près, notamment en raison de la présence au Burundi de quelque 750 ressortissants belges. M. Reynders, qui participait à un sommet de l'Otan en Turquie, a dit souhaiter *"un retour à une application correcte"* des accords de paix d'Arusha signés en 2000 et qui ont mis fin à une longue guerre civile.

Didier Reynders a assuré que des mesures avaient été prises pour assurer la sécurité des 750 Belges vivant dans le pays. *"On leur conseille de suivre les indications de l'ambassade"* à Bujumbura, a-t-il expliqué. Les Affaires étrangères ont ouvert une ligne téléphonique spéciale pour fournir des informations aux familles concernées (02.501.40.01), alors que les équipes de protection de l'ambassade ont été renforcées avec l'aide du ministère de la Défense – mais pas dans les proportions évoquées mercredi par le journal *"Het Belang van Limburg"*, qui faisait état de l'envoi de *"dizaines de (membres des) forces spéciales"*.

"On examine avec les autres départements (ministériels) quelles sont les mesures éventuelles d'urgence à prendre", a indiqué le chef de la diplomatie belge, confirmant que le vol de la compagnie Brussels Airlines qui assurait mercredi la liaison entre Bruxelles et Bujumbura avait été dérouté vers Nairobi en raison de la fermeture de l'aéroport international situé au nord de la capitale burundaise. *"Pour les vols suivants – le prochain est prévu vendredi – ce sera une décision qui sera prise au fur et à mesure en concertation par Brussels Airlines"*, a-t-il précisé. (Belga)

"Le coup d'Etat a échoué."

PRIME NIYONGABO

Le chef d'état-major de l'armée burundaise assurait jeudi que les forces loyales au président Nkurunziza avaient repris le contrôle de tous les lieux stratégiques de la capitale.